Marc Lazar

UNE NOUVELLE ÉPREUVE POUR LA DÉMOCRATIE ITALIENNE

Une fois de plus, l'Italie sert de terrain privilégié d'observation des mutations de nos démocraties. En effet, ce pays qui représente la troisième économie et la deuxième puissance industrielle de l'Union européenne est désormais dirigé par un gouvernement contrôlé par deux partis populistes, la Ligue de Matteo Salvini et le Mouvement 5 étoiles de Luigi Di Maio. C'est la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale qu'un tel scénario politique se produit parmi les six membres fondateurs de la Communauté européenne. Ailleurs, les populistes peuvent être associés au pouvoir, comme en Autriche, mais ils ne sont pas en position hégémonique. Cet événement inédit pour ne pas dire historique suppose d'abord de comprendre qui sont ces populistes désormais à la tête du pays, les facteurs qui ont contribué à provoquer cette situation, puis de réfléchir aux caractéristiques propres de la démocratie italienne, enfin de s'interroger sur son devenir.

Populistes au gouvernement

Le mot et la notion de « populisme » sont à l'origine d'une production considérable en science politique, théorie politique, sociologie, histoire, ou encore anthropologie, que l'on ne peut examiner dans le cadre de cet article. Je me contenterai ici de considérer le populisme comme un syndrome et un style politique, pour reprendre une terminologie employée entre autres par Pierre-André Taguieff[1], qui peut se combiner

1. « Le populisme », in *Universalia 1996*, Paris, Encyclopædia Universalis, 1996, p. 118.

avec des idéologies et des cultures politiques plus ou moins bien structurées tels le socialisme, le communisme, le fascisme, le conservatisme, ou bien exister sous la forme d'une épure en s'organisant en mouvements et partis politiques qui, dénués de la moindre prétention doctrinale, ne légitiment leur existence qu'en référence constante au peuple encensé en soi et pour soi.

Le populisme, comme phénomène politique, repose sur quelques préceptes aussi simples qu'efficaces qui forment un système assez cohérent de croyances. Il affirme l'existence d'un antagonisme majeur et irréductible, une *summa divisio*, entre un peuple supposé uni, bon et vertueux, et une élite homogène, diabolique, perverse, complotant en permanence contre le premier. Le populisme proclame la souveraineté sans limite du peuple, qui doit s'exprimer par la pratique ininterrompue des référendums et, de nos jours, par l'intermédiaire des multiples réseaux sociaux (Twitter, Facebook, YouTube…), qui *de facto* ne favorisent pas les échanges mais pratiquent le monologue. Le populisme célèbre la supériorité intrinsèque de la démocratie directe sur les formes surannées de la démocratie libérale et représentative, laquelle ne serait qu'une nouvelle version d'un pouvoir oligarchique. Pour le populisme et les populistes, il n'existe point de questions, sujets et dossiers complexes et compliqués à instruire mais seulement des solutions simples et immédiates ; cela se traduit par la dénonciation et la stigmatisation des experts car leur savoir, l'expertise en l'occurrence, est considéré comme l'instrument suprême des dominants par rapport aux dominés, que chacun peut contester du fait de la progression du niveau d'instruction et parce que chacun d'entre nous est supposé être compétent, notamment grâce à internet. Le manichéisme foncier, caractéristique essentielle du populisme, qui oppose « bien » et « mal », « eux » et « nous », « amis » et « ennemis », etc., les amène à créer des boucs émissaires au sens que lui donne René Girard dans *La Violence et le Sacré* (1972), qui cristallisent donc les rancœurs, voire les haines, et sont appelés à être les victimes expiatoires d'une violence légitime qui reste pour le moment, dans la plupart des cas, symbolique : « la caste », les élites, et le plus fréquemment les immigrés, les étrangers, les musulmans, parfois les juifs. Enfin, le populisme est porté par un leader supposé incarner le peuple par ses discours, sa manière de s'exprimer, la vulgarité étant considérée comme un gage de son authenticité, de s'habiller, de se mouvoir, de se déplacer ou encore de travailler sa gestuelle, et voire, à l'instar en Italie de Silvio Berlusconi, de Beppe Grillo, de Matteo Salvini, de faire don de son corps au peuple.

Le populisme recourt complaisamment au registre de l'émotion et des passions, opposé à la froide rationalité des responsables politiques traditionnels et plus encore à celle des technocrates, autre cible des populistes. Il cultive la nostalgie d'un âge d'or tant regretté et dont la disparition est imputée à des responsables parfaitement ciblés : l'Union européenne, la globalisation, les étrangers. Toutefois, le populisme actuel ne veut pas simplement apparaître comme tourné vers le passé, ni englué dans le présent : il s'efforce d'indiquer un futur, celui d'une communauté qui serait refondée autour de la nation et renouerait avec une harmonie rêvée et fantasmée. Mais, si le populisme désigne un phénomène politique d'envergure qui se généralise et s'étend un peu partout dans le monde en ce début de XXIe siècle, il emprunte une grande variété de formes et de caractéristiques, lesquelles présentent des invariants avec les populismes du passé tout en affichant des aspects innovants.

Ainsi, en Italie, les deux principaux populismes sont la Ligue et le Mouvement 5 étoiles. La Ligue a connu une transformation fondamentale à partir de 2013, alors qu'elle était en grande difficulté du fait de son échec aux élections générales où elle n'avait obtenu que 4 % des suffrages et parce que son fondateur historique, Umberto Bossi, était affaibli et atteint par divers scandales. Son nouveau secrétaire fédéral, Matteo Salvini, a changé assez rapidement la Ligue du Nord de parti régionaliste en un parti qui se positionne à l'extrême droite nationaliste et qui est plus encore qu'auparavant dédié à son chef : elle devient la Ligue de Matteo Salvini. Plus question d'attaquer Rome « la voleuse » et les Méridionaux. Les cibles sont désormais ou, mieux, plus que jamais l'Union européenne et les étrangers. La Ligue renoue alors avec le succès au point de recueillir 17,3 % des votes à la Chambre des députés en mars 2018. Mais, surtout, tout en continuant d'être solidement implantée dans la partie septentrionale de la péninsule, elle progresse dans le centre de l'Italie, bastion historique de la gauche, et réalise des percées significatives dans le Sud.

Le Mouvement 5 étoiles est un parti – bien qu'il refuse cette appellation – de gauche (par ses mesures sociales), de droite (notamment sur les questions de l'immigration) et qui se veut au-delà de la gauche et de la droite, avec une forte préoccupation pour l'environnement et l'écologie en général. Ce parti s'avère difficilement classable dans la cartographie des populismes européens. Parce ce qu'il a été créé en 2009 par un comique, Beppe Grilllo, qui a laissé sa place au jeune Luigi Di Maio, qu'il continue néanmoins de surveiller et de contrôler avec Davide Casaleggio, le fils de celui avec qui il avait accompagné les

premiers pas de cette aventure, Gianroberto Casaleggio, adepte d'internet et porteur d'une vision de la politique et de la démocratie fondée sur la centralité d'internet et des réseaux sociaux. Parce qu'il combine la verticalité absolue des chefs et la supposée horizontalité pour faire participer ses membres par le biais de plateformes numériques. Aux élections du mois de mars 2018, le Mouvement 5 étoiles a confirmé être le premier parti italien, comme ce fut le cas cinq ans auparavant, avec 32,6 % des voix. En cette occasion, le Mouvement 5 étoiles, déjà présent sur tout le territoire, s'est solidement installé dans l'électorat du Sud.

Ces deux partis se présentaient séparément devant les électeurs. La Ligue était membre d'une coalition dite de centre droit avec Forza Italia, le parti de Berlusconi, et Fratelli d'Italia, un parti post-fasciste, et un petit regroupement centriste. Le Mouvement 5 étoiles était seul, et seul contre tous, rejetant toute alliance et attaquant souvent la Ligue, qui faisait de même. Au final, ces deux partis ont signé un « contrat de gouvernement » baroque prévoyant, par exemple, réduction d'impôts et augmentation des dépenses publiques, avec un revenu de citoyenneté, de multiples mesures sociales et l'annulation de la réforme de 2011 de la ministre du Travail et des Politiques sociales, Elsa Fornero, afin de permettre des départs anticipés à la retraite alors que l'Italie est un pays gérontocratique, ou encore des dispositions très fermes contre les migrants et les immigrés, et des propositions en faveur de l'environnement. Toutes ces mesures reposent sur une volonté résolue d'affirmer la prééminence de la souveraineté nationale par rapport à une Europe vivement contestée.

Nous n'entendons pas ici dresser un premier bilan de l'action gouvernementale. Nous ne nous attarderons pas non plus sur les tensions incessantes entre la Ligue et le Mouvement 5 étoiles dues à leurs stratégies respectives, à leurs divergences politiques, à leurs intérêts électoraux opposés – quoi de commun entre la demande d'assistance et de protection de la part de l'État des électeurs méridionaux et l'aspiration à moins d'État des petits entrepreneurs du Nord ? – et à l'âpre compétition personnelle entre Luigi Di Maio et Matteo Salvini, tous les deux ministres, le premier du Travail et des Politiques sociales, le second de l'Intérieur, et tous les deux vice-présidents du Conseil, encadrant ainsi au plus près le professeur Conte, un homme sans expérience politique, sans parti, sans soutien direct au Parlement, mais qui se révèle un assez habile négociateur avec Bruxelles.

Pour rester dans la problématique de ce numéro de *Pouvoirs*, on s'interrogera donc sur le rapport de ces partis à la démocratie alors que la Ligue et le Mouvement 5 étoiles sont au pouvoir. Pour remarquer

d'abord que Matteo Salvini, à peine nommé ministre et bien que très peu présent dans son ministère, a fait de la lutte contre les migrants et de la fermeté à l'encontre des immigrés sa priorité numéro un et sa ressource politique essentielle, ce qui explique entre autres sa grande popularité. Il a promulgué un décret restreignant fortement le droit d'asile, dénoncé par les organisations humanitaires, par des maires qui refusent d'en appliquer les dispositions et par de nombreux juristes qui ont engagé des recours. Il a été approuvé par Luigi Di Maio et une partie des électeurs du Mouvement 5 étoiles, mais a suscité des réticences au sein de cette formation parmi les personnes dont la sensibilité est proche de la gauche.

Par ailleurs, les deux partis ont pour la première fois dans l'histoire de la République créé un ministère pour les Relations avec le Parlement et la Démocratie directe, confié à un homme du Mouvement 5 étoiles. Cela les a amenés ensemble à déposer en octobre 2018 des projets de réforme constitutionnelle afin, entre autres, de réduire le nombre de parlementaires (400 députés contre 630 actuellement ; 200 sénateurs contre 315) et de modifier l'article 71 de la Constitution, qui prévoit seulement des référendums abrogatifs. Ils proposent l'organisation de référendums qualifiés de « *propositivi* », d'« initiative populaire », dirait-on en français, sans quorum de participation (un point, cela étant, auquel semble s'opposer la Ligue mais qui est avancé par le Mouvement 5 étoiles et qui est encore l'objet de discussions) : si cinq cent mille citoyens soutiennent une proposition de loi, celle-ci devra être examinée par le Parlement dans les dix-huit mois qui suivent. Passé ce délai, le référendum aurait lieu mécaniquement. Et en cas d'amendement de la proposition de loi par les députés et sénateurs, un référendum serait convoqué pour demander aux électeurs de choisir entre le texte original et celui des parlementaires.

Les deux partis se réclament donc de la démocratie directe et même « référendaire »[2]. Officiellement, ils se disent néanmoins attachés au Parlement. Ce qui n'a pas empêché Davide Casaleggio de faire une déclaration fracassante au quotidien *La Verità* en juillet 2018. Selon lui, « les modèles du XX^e^ siècle sont en train de mourir » et « aujourd'hui grâce à internet et aux technologies il existe des instruments de participation délibérément plus démocratiques et efficaces en matière de représentation populaire. Le dépassement de la démocratie représentative est inévitable ». De ce fait, le Parlement, « à l'avenir peut-être ne sera plus nécessaire »[3].

2. Marcello Fedele, *Democrazia referendaria*, Rome, Donzelli, 1994 (traduction de l'auteur).
3. « Parla Davide Casaleggio : "Il cambiamento travolgerà il mondo dei burocrati e i baroni dell'intellighenzia" », *La Verità*, 23 juillet 2018.

Bien que Luigi Di Maio ait pris une certaine distance avec ces propos, ceux-ci reflètent l'ethos du Mouvement 5 étoiles. Ce parti est encore plus attaché à la perspective de la démocratie directe que la Ligue, qui a déjà été associée à plusieurs reprises au pouvoir central, qui dirige de très nombreuses villes et qui se situe dans une tradition politique typique de l'Italie consistant à être à la fois « parti de gouvernement et parti de lutte », ce qui signifie d'un côté d'accepter les inévitables compromis induits par l'exercice des responsabilités et de l'autre d'en appeler à la protestation pour maintenir le contact avec ses électeurs.

De même, Luigi Di Maio a à plusieurs reprises attaqué la presse, il est vrai majoritairement critique du gouvernement, en la menaçant de supprimer les aides publiques, ce que n'a pas repris Matteo Salvini. Mais ce dernier comme le chef du Mouvement 5 étoiles, et tant d'autres responsables de ces deux partis, n'hésitent pas à s'en prendre avec violence à leurs adversaires italiens comme étrangers (par exemple, Jean-Claude Juncker et Emmanuel Macron), y compris en critiquant leurs personnes et leurs modes de vie. Matteo Salvini se proclame ami et admirateur de Marine Le Pen, Viktor Orbán, Vladimir Poutine et Donald Trump. Enfin, les deux partis, et leurs chefs, ne cessent d'invoquer le soutien de l'opinion tel qu'il s'exprime dans les sondages et la légitimité populaire venue du vote (quand bien même, on le répète, ces deux partis ne se sont pas présentés ensemble aux suffrages des Italiens) pour justifier leurs actions et leurs décisions. Ainsi, Matteo Salvini, poursuivi par des magistrats, leur a rétorqué qu'il s'en moquait puisque eux, contrairement à lui, n'étaient pas élus. Autrement dit, les deux formations populistes sont enclines à céder à la fameuse « tyrannie de la majorité » chère à Tocqueville. D'autant que l'opposition est quasiment inexistante, Forza Italia ne sachant pas comment se relancer, le Parti démocrate (centre gauche) se déchirant entre pro-renziens et anti-renziens. Et que la société civile reste globalement anesthésiée et traumatisée, même si elle semble se réveiller quelque peu depuis l'automne 2018 à l'initiative, et c'est assez inédit, des chefs d'entreprise et de l'organisation patronale Confindustria qui condamnent la politique économique du gouvernement.

L'existence de cet exécutif marque incontestablement un tournant dans la politique italienne et met une nouvelle fois à l'épreuve une démocratie qui, à l'échelle de l'histoire, est assez récente mais qui a déjà dû relever quelques grands défis.

Forces et faiblesses de la démocratie italienne

On ne remontera pas trop loin dans le passé de l'Italie. Si ce n'est pour rappeler qu'aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale les Constituants comme l'ensemble des partis politiques démocratiques ont dû non seulement écrire une constitution de compromis pensée pour interdire tout retour possible à une dictature, mais encore inventer pour la première fois depuis l'unité italienne une démocratie républicaine intégrant les masses. Or à l'époque, outre sa situation économique et sociale dramatique le pays était profondément divisé. Le Sud avait majoritairement choisi la monarchie au référendum du 2 juin 1946, les nostalgiques du fascisme et de la monarchie refusaient la République, puis rapidement, avec le déclenchement de la guerre froide, le clivage entre d'un côté le Parti communiste (le plus puissant de l'Europe occidentale) et le Parti socialiste, le seul du monde occidental à avoir maintenu son alliance, du moins jusqu'à la seconde moitié des années 1950, avec des communistes au nom de l'antifascisme, et de l'autre les forces anticommunistes allait s'imposer pour longtemps. Et pourtant, grâce au travail des partis politiques, y compris le Parti communiste, aux réformes des gouvernements, notamment en matière de protection sociale le plus souvent promulguées à la suite de mobilisations massives des syndicats ouvriers et de fractions entières de la société civile, grâce au miracle économique et donc à l'amélioration des conditions de vie de la population, à l'action aussi des présidents de la République, à une pédagogie incessante autour du contenu et des valeurs de la Constitution, l'idée et les pratiques démocratiques se sont répandues en Italie, en dépit de moments graves et récurrents de violence sociale et politique, en particulier dans les années 1960-1970 avec le terrorisme. Cette époque-là est d'ailleurs marquée non seulement par le début du divorce entre une large partie de la société et les partis politiques particulièrement puissants et envahissants, mais aussi par la défense des institutions républicaines face à ceux qui par les armes et les bombes cherchaient à les subvertir et les abattre. La démocratie italienne était défiée, elle vacillait mais restait fermement en place. Non sans travers et défauts devenus de plus en plus insupportables aux yeux des Italiens, en particulier la corruption et le clientélisme.

À partir des années 1990, l'Italie connaîtra son premier grand big bang politique, du fait de l'opération « Mains propres » au cours de laquelle les juges milanais ont identifié et surtout mis au jour l'ample système de corruption instauré par les partis politiques, et des répercussions en

Italie de l'effondrement des pays communistes. Les partis de gouvernement, la Démocratie chrétienne, le Parti socialiste, le Parti républicain, le Parti libéral, le Parti social-démocrate, disparaissent, les partis d'opposition, le Parti communiste et les néofascistes du Mouvement social italien, se métamorphosent, tandis que de nouveaux parti émergent, la Ligue du Nord et Forza Italia de Silvio Berlusconi. Entré en politique en 1994, celui-ci va obséder l'Italie jusqu'à une date récente, qu'il soit au pouvoir ou pas.

Il bouleverse les fondements de la démocratie italienne pour différentes raisons. Notamment parce qu'à côté de ses promesses de libéralisation économique et politique énoncées en 1994 et jamais réalisées il a introduit une forme de populisme au cœur de la politique italienne et au sommet de l'État lorsqu'il a été au pouvoir à trois reprises comme président du Conseil. Toutefois, l'éclosion de ce populisme a été limitée parce que Silvio Berlusconi a été obligé de négocier en permanence avec ses alliés, de tenir compte des contraintes institutionnelles que lui rappelaient les présidents de la République successifs qu'il a connus (Eugenio Scalfari, Carlo Azeglio Ciampi et Giorgio Napolitano), des multiples protestations de ses adversaires et des manifestations massives contre lui. Son populisme s'est manifesté entre autres par la dénonciation de la classe politique traditionnelle, la critique de l'establishment, une volonté de court-circuiter les longs processus de délibération et de décision au nom de l'urgence, la renonciation au consensus antifasciste, la réactivation de l'anticommunisme. Et en permanence par la valorisation du peuple, *brava gente*, à qui il proposait du travail, de l'argent, des biens de consommation et ses programmes télévisés. Le berlusconisme exprime une réaction à cette entreprise inscrite dans la longue durée, quasiment depuis la fin du XIXe siècle, de stratégie « orthopédique et pédagogique », pour reprendre l'heureuse expression de l'historien Giovanni Orsina[4], des élites qui entendaient redresser et éduquer un peuple dont elles se méfiaient. Très fréquemment, il a cherché à briser les résistances de ses opposants ou la lenteur des procédures démocratiques en arguant de la légitimité que lui conféraient les votes obtenus et le soutien enregistré par les sondages d'opinion. Il a par ailleurs complètement personnalisé et médiatisé la politique *via* la télévision, exacerbé les passions en désignant des ennemis, les communistes et les magistrats, qui le fustigeaient avec la même virulence, et polarisé les affrontements. Enfin, il a introduit un style bien à lui, fondé sur les provocations continuelles, les transgressions,

4. *Le Berlusconisme dans l'histoire de l'Italie*, Paris, Les Belles Lettres, 2018.

la levée systématique de tabous, la démagogie, l'alternance de la séduction et de l'agressivité. Or, si Silvio Berlusconi est désormais affaibli et marginalisé, les presque deux décennies de berlusconisme dans sa dimension populiste n'ont pas disparu du jour au lendemain ; à l'inverse, elles ont laissé des traces importantes.

Le devenir de la démocratie italienne

Au moment où l'on écrit ces lignes, en février 2019, une majorité d'Italiens, exaspérés par leur situation sociale, déçus des gouvernements précédents, inquiets par l'immigration et les migrants, et critiques envers les politiques de l'Union européenne, soutient ce nouvel exécutif, même si depuis l'automne 2018 ils se montrent critiques envers le projet de budget et inquiets face à une éventuelle possibilité de sortie de la zone euro. On peut alors se demander si l'Italie ne s'engage pas dans une nouvelle expérience politique. Au début des années 1920, elle a inventé le fascisme, qui dura plus de vingt ans. Après la Seconde Guerre mondiale, elle a su fonder une démocratie républicaine certes imparfaite – cependant, quelle démocratie est parfaite ? – mais capable de relever nombre de défis, dont celui du terrorisme rouge et noir dans les années 1970, responsable de la mort de centaines de personnes. À la fin des années 1990, on l'a dit, Silvio Berlusconi a initié une forme inédite de populisme d'homme d'affaires milliardaire en situation de conflit d'intérêts qui, depuis, a fait des émules aux États-Unis, en République tchèque ou encore en Slovaquie. Avec lui, l'Italie est entrée dans la démocratie du public, pour reprendre la notion de Bernard Manin[5].

Maintenant, elle se trouve confrontée à ce que j'appelle, avec Ilvo Diamanti dans un livre publié en italien en 2018 avant de paraître en français, la « peuplecratie »[6]. Celle-ci atteste de la vigueur et de l'impact des populismes. Leurs idées imprègnent les opinions, leurs thématiques dictent les agendas politiques, leur façon de faire de la politique est largement reprise par leurs adversaires, leur langage simplificateur se répand, leur temporalité, celle de l'urgence, s'impose. D'autant qu'ils ont, eux, compris que le numérique constitue une révolution. Nos sociétés sont désormais « désintermédiatisées » et, par conséquent, grâce à l'impact des réseaux sociaux, les propositions de démocratie directe et immédiate affirmant la souveraineté du peuple au détriment des règles et procédures

5. *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calmann-Lévy, 1995.
6. *Peuplecratie*, trad. fr. Christophe Mileschi, Paris, Gallimard, 2019.

de la démocratie libérale et représentative acquièrent une puissance considérable. Ces supports technologiques accroissent la popularité des chefs. En juillet 2018, Matteo Salvini disposait de 2,8 millions de *likes* sur sa page Facebook contre un demi-million sur celle de son parti, et Luigi Di Maio en comptait 2 millions pour lui contre un million et demi pour son Mouvement[7].

De plus, les leaders qui sur le fond combattent les populistes, parce qu'ils sont, par exemple, profondément pro-européens, ont tendance à recourir au style populiste pour conquérir le pouvoir et pour gouverner en se présentant comme des outsiders, des personnalités antisystème, en personnalisant à outrance leurs politiques, en simplifiant leur langage, en adoptant une gestuelle qui ne respecte pas les codes en vigueur de la classe politique, en fustigeant à leur tour les partis et les responsables politiques traditionnels, en en appelant directement au peuple sans dialoguer ou négocier avec les corps intermédiaires, les syndicats, les organisations d'intérêt et les associations, qui sont accusés de ne défendre que des corporatismes, en cherchant à agir le plus rapidement possible au point de tomber dans la précipitation. C'est ce que l'on a pu appeler le populisme centriste, ou encore le populisme de gouvernement[8]. En atteste l'expérience de Matteo Renzi, qui a commencé brillamment et s'est achevée par une défaite cinglante en décembre 2016, lors d'un référendum constitutionnel qui avait pris une tournure de plébiscite.

Certes, la peuplecratie n'a pas encore complètement triomphé en Italie. Les dispositions et les règles de la démocratie libérale et représentative demeurent en vigueur. À cet égard, le rôle du président de la République, Sergio Mattarella, garant du respect des institutions et de l'unité nationale, s'avère fondamental. Par ailleurs, la Ligue et le Mouvement 5 étoiles vont devoir résoudre un inévitable dilemme : demeurer fidèles à leur logique de rupture radicale ou être obligés de passer des compromis, notamment avec l'Union européenne, de s'institutionnaliser et, au fond, de se contenter de remplir une fonction tribunitienne permettant au demeurant de canaliser la protestation sociale par le biais des bulletins de vote. La démocratie parlementaire républicaine a démontré par le passé, au moment des grandes vagues contestataires des années 1960-1970, sa capacité de médiation en vue d'absorber de

7. Paolo Graziano, *Neopopulismi. Perché sono destinati a durare*, Bologne, Il Mulino, 2018, p. 98.

8. Cf., par exemple, Giuliano Da Empoli, *Le Florentin. L'art de gouverner selon Matteo Renzi*, Paris, Grasset, 2016.

redoutables chocs et d'acculturer ses opposants les plus intransigeants, tout en s'adaptant en promulguant des réformes. Tel est l'un des paradoxes italiens, que nous pouvons appeler, en nous inspirant de la célèbre théorie des relations sociales du sociologue Mark Granovetter[9], celui de la force de la faiblesse des institutions démocratiques.

Toutefois, cette force, à la différence de ce qu'elle était dans les années 1970 par exemple, est sans doute amoindrie car le malaise démocratique est bien plus prononcé et ancré, la société davantage désintégrée et clivée, la méfiance – qu'elle soit verticale, par rapport aux classes dirigeantes dans leur ensemble, ou horizontale, par rapport aux autres – généralisée. Dans ces conditions, la peuplecratie, qui représente en quelque sorte une potentialité, pourrait franchir un seuil qui s'avérerait décisif.

Vers la démocrature ?

Si la dynamique politique mise en branle par la Ligue et le Mouvement 5 étoiles, au-delà de leurs antagonismes, réussissait à subvertir les institutions de la démocratie libérale et représentative, l'Italie basculerait à son tour dans une démocrature, ou encore une démocratie illibérale. D'autant que l'enquête annuelle « Les Italiens et l'État », réalisée par l'institut Demos & Py, révélait que, si, à la fin de l'année 2018, 67 % d'Italiens considéraient que la démocratie était préférable à toute autre forme de gouvernement, cela représentait toutefois cinq points en moins par rapport à 2008, date de la première enquête de ce type. En outre, 19 % des personnes interrogées approuvaient la formulation selon laquelle, « dans certaines circonstances, un régime autoritaire peut être préférable à la démocratie » et, pour 14 %, « démocratie ou régime autoritaire, cela ne fait pas de différence ». Par ailleurs, 58 % d'Italiens se disaient d'accord avec l'affirmation selon laquelle leur pays a besoin d'être guidé par un « leader fort ». D'où le débat qui a surgi à propos des risques que court la démocratie, lancé par exemple par l'appel à la « résistance civile » du grand constitutionnaliste Gustavo Zagrebelsky, le 24 octobre 2018, dans les colonnes du journal *La Repubblica*[10]. Certains, davantage à l'étranger que dans la péninsule, en viennent à évoquer la menace d'un retour du fascisme, d'autant que les groupes d'ultra-droite sont fort actifs et visibles

9. « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, vol. 78, n° 6, 1973, p. 1360-1380.

10. « Basta con il silenzio, è venuto il tempo della resistenza civile », *La Repubblica*, 24 octobre 2018.

dans l'espace public et que Matteo Salvini suggère presque volontairement des comparaisons entre lui et Mussolini. En effet, quelques-uns de ses propos et comportements font penser au Duce et sont vraisemblablement conçus comme autant de messages subliminaux adressés à l'inconscient collectif des Italiens.

En mai 2018, le président de la République, arguant de l'article 92 de la Constitution, avait rejeté la nomination de Paolo Savona au ministère de l'Économie, ce qui a empêché la formation de l'exécutif. Durant quelques jours, la tension politique fut portée à incandescence. La Ligue a menacé un bref moment d'organiser « une marche sur Rome », ce qui évoquait bien entendu celle de Mussolini en octobre 1922, qui lui permit d'accéder au pouvoir. À plusieurs reprises, le chef de la Ligue a repris des phrases célèbres de Mussolini ou qui lui sont attribuées, comme celle qu'il prononça le 29 juillet 2018 (Mussolini est né le 29 juillet 1883) : « Tant d'ennemis, tant d'honneur. » Et lorsqu'au cours de l'été 2018 Matteo Salvini, omniprésent dans les médias et sur les réseaux sociaux, accepte d'être photographié torse nu sur les plages, il fait immédiatement resurgir dans la mémoire des Italiens les célèbres images du Duce effectuant la moisson. Néanmoins, les différences avec le fascisme sont nombreuses. Le contexte historique, bien évidemment, n'est pas comparable. Les fascistes pratiquaient la violence physique pour terroriser leurs adversaires. Ils s'employèrent assez rapidement à forger une véritable doctrine et développèrent un projet totalitaire visant à assurer la toute-puissance de l'État-parti et à engendrer un homme nouveau. Rien de tel avec la Ligue et son dirigeant, qui, en outre, ambitionne à plus ou moins court terme de diriger une coalition ou de refonder son parti afin de rassembler un large spectre de l'électorat, allant de la droite extrême au centre modéré. La quête d'autorité enregistrée par tous les sondages ne signifie pas aspiration à l'autoritarisme. Du moins pour le moment. La démocratie italienne reste debout. Elle n'a nullement basculé dans un autre horizon.

L'Italie a évidemment ses singularités. Comme n'importe quel pays. Pour autant, elle n'est nullement une anomalie ni un cas exotique. Elle constitue un laboratoire. Ou, mieux, elle fait office de sismographe enregistrant la première les secousses telluriques qui bouleversent l'ordre politique. Et dont les répliques se font ressentir dans toute l'Europe. France comprise.

RÉSUMÉ

L'Italie connaît une expérience inédite avec l'existence d'un gouvernement constitué par une alliance contre nature de deux partis de type populiste, la Ligue de Matteo Salvini et le Mouvement 5 étoiles de Luigi Di Maio, qui ont des intérêts divergents. Ces partis tendent à inventer des formes de démocratie directe et contribuent à instaurer une « peuplecratie ».